

ÉCHOS SANTÉ

L'information sanitaire à votre portée.

• N° 177 du lundi 03 au lundi 10 août 2020

• Tél. : (+237) 694 81 99 37

• Directeur de publication : Joseph MBENG BOUM

Hôpital de district d'Efoulan

Menace d'une catastrophe imminente

✔ Suite aux multiples dénonciations des patients, le Directeur de l'hôpital de district d'Efoulan confirme les craintes d'une menace d'effondrement du pavillon mère et enfant.

✔ Entre vétusté des infrastructures, insalubrité, mercantilisme, détournement des malades, et vente des médicaments de la rue, cette formation sanitaire est au bord de l'agonie.

✔ Dans un entretien accordé à votre journal, le Dr. Emmanuel Mohamadou Guemse, Directeur de l'hôpital de district d'Efoulan, revient sur les maux qui minent la formation sanitaire qu'il dirige. Pages 6-7



Adamaoua

Les moustiquaires imprégnées transformées en filets de pêche

P. 3



Bertoua

Pr. Richard Ndjock inaugure le Centre de prise en charge des hépatites

Cette acquisition arrive au moment où cette maladie sévit sévèrement au sein de la population. P. 4

Extrême-Nord

Les réfugiés et prisonniers vaccinés contre la méningite

P. 5



VOTRE SITE WEB à

55 000 Fcfa en 01 semaine

677 39 46 99 / 6 57 76 69 44



Télécharger désormais l'application android du journal Echos Santé sur



ÉCHOS SANTÉ

- Plus d'articles
- Des services indispensables à votre quotidien
- Plus d'astuces sur la santé



Médecine traditionnelle

Un trésor aux multiples opportunités

La coordination régionale des tradipraticiens de l'Adamaoua, pilotée par Mohaman Salissou se félicite de la consultation des praticiens de la médecine traditionnelle du 25 juin dernier à l'Assemblée Nationale par le gouvernement et les députés de la Nation.

Jean BESANE MANGAM

Selon le site internet de l'Institut de Recherches Médicales et d'Etudes des plantes Médicinales (IMPM) du ministère de la recherche scientifique et de l'innovation, 80% des camerounais font recours d'abord à la médecine traditionnelle avant de voir du côté de la médecine moderne. Le contexte de Covid-19 vient renforcer cette considération de la médecine traditionnelle par les populations. Face à l'échec des firmes pharmaceutiques à pouvoir mettre sur le marché des médicaments à même de lutter efficacement contre la maladie, le rôle de la phytothérapie est plus qu'important. La consultation des tradipraticiens le 25 juin dernier à l'Assemblée Nationale arrive au moment où les écoles de médecine intègrent progressivement l'étude des plantes médicinales au programme de formation. « La médecine traditionnelle est déjà intégrée dans les facultés de médecine au Cameroun. La Faculté de Médecine et des Sciences Biomédicales de Garoua a un département dédié à la pharmacopée traditionnelle. Celle de Yaoundé¹ oblige les étudiants en 3ème année à faire en pharmacologie un TPE (Travail Personnel de l'Étudiant sur une plante thérapeutique. Ce sont des avancées de la science dans notre pays pour mettre en valeur nos essences », explique Dr. Mbozo'o, médecin et enseignant à FSMB de Garoua.

Selon cet ancien interne des Hôpitaux de Lille 2 en France, l'initiative du gouvernement à recourir aux tradipraticiens traduit la volonté de valoriser les connaissances ancestrales des plantes et endogènes, « Vous savez qu'il y a la pharmacopée traditionnelle, toutes ces plantes qui ont des vertus thérapeutiques issues de nos forêts très riches en essences naturelles, cette initiative vise à puiser dans les ressources de notre forêt pour booster la médecine moderne.



Des décoctions qui font souvent l'affaire.

Je dois également dire que c'est une initiative qu'on aurait dû avoir, nos principes actifs ne sont-ils pas issus des plantes de chez nous, quinquina par exemple », ajoute-t-il.

Du côté des tradipraticiens, la nouvelle a été accueillie avec satisfaction. « C'est un ouf de soulagement, parce que la réaction du gouvernement était attendue. On a suivi la séance de consultation des tradipraticiens à l'Assemblée Nationale avec intérêt. Je puis vous dire que dans la région de l'Adamaoua, on a ceux qui ont œuvrés dans le sens de trouver des remèdes contre la Covid-19. On a recensé 3 tradipraticiens et certains produits sont en étude au laboratoire

à Douala. On a à notre actif un bouquin sur les travaux des tradipraticiens de la région entre 2009 et 2020. On a toujours déploré le manque de collaboration avec le Minsanté, cette fois-ci c'est un ouf de soulagement » se réjouit Mohaman Salissou, coordonnateur du regroupement des tradipraticiens de l'Adamaoua.

Collaboration avec l'Université de Ngaoundéré

Après plusieurs années de collaboration avec l'institution universitaire, l'appel du gouvernement aux tradipraticiens vient sortir de l'ombre ceux qui sont les premiers à recevoir les malades avant la médecine moderne.

« Nous avons par le passé travaillé avec l'Université de Ngaoundéré. Moussa Sarki, un des nôtres qui a sur le marché un produit homologué. Nous allons appuyer le gouvernement pour lutter contre les maladies et en retour nous attendons du gouvernement des appuis, car sans moyens on ne peut bien fonctionner. Nous n'attendons que l'accompagnement du gouvernement pour mieux faire notre travail ».

Le ton donné par le gouvernement balise ainsi le chemin à l'intégration de la médecine traditionnelle dans le protocole des soins à administrer aux patients.

Hebdomadaire africain Echos santé

ÉCHOS SANTÉ

Journal d'informations sanitaires, environnementales et de développement durable.

Email : journalechosante@yahoo.com
Tél. : (+237) 694 81 99 37
Siège social : Yaoundé-Cameroun
B.P. : 14436 Yaoundé

**Directeur Général/
Directeur de publication**
Joseph Mbeng Boum

Directeur Général Adjoint
Désiré Effala
(+237) 696 59 90 92

**Directeur de publication
délégué :**
J. Carole Endomo Omgba

Directeur la Coopération
Arnauld T. Djiatsa

Directeur Régionale Gabon :
Saint-Clair Tepondjou
+241 03 24 64 14

Conseillers éditoriaux :
Dr Rose Ngono Mballa
Pr alexis Ndjolo
Pr Jacqueline Ze Minkande

Conseiller juridique :
Mme Malongte Née Mendo Lydie

Rédacteur en chef
Joseph Mbeng Boum

**Rédacteur en Chef chargé du
numérique**
Ariane Makamte

Rédacteur en Chef Adjoint
Brenda Ngoufack

Chef d'édition :
Arnauld T. Djiatsa
(+237) 699 02 12 48

Chargé de la distribution et vente
Moïse Arthur Minlend Sohna

Rédaction Centrale :
Ester Owona, Diane Clara Mbecheu,
Brenda Ngoufack, Ariane Makamte,
Carole Ambassa, Juspo Alain, Hervé
Bell, Désiré Effala, Saint-Clair
Tepondjou, Pacôme Guy, Eddy - Yan
Noah, Jean-Calvin Alama Ndiomo,
Moïse Sohna

Desk Littoral :
Ghislaine Deudjui
+237 670 77 22 57

Desk Est :
Murielle Esson
+237 694 36 51 78

Desk Nord
Agnes Mobe
+237 691 41 64 40

Desk Extrême-Nord
Martin Kalaina
+237 696 38 29 78

Desk Togo :
Emmanuel Atcha
+228 90 28 30 71

Desk RDC :
Daco Tambikila
+243 813 527 041

Desk Côte d'Ivoire :
Joël Dally
+225 07 67 80 71

Desk Rwanda :
Jean d'Amour Ahshakiye
+250 788 614 432

Desk Guinée Conakry :
Alpha Oumar Barry
+224 662 98 41 38

Imprimerie :
Jv-Graph
(+237) 670 24 78 91

Distribution Cameroun :
Cedipresse

Adamaoua

Les moustiquaires imprégnées transformées en filets de pêche

Les Moustiquaires Imprégnées d'Insecticide à Longue Durée d'Action distribuées par l'Etat Camerounais ont été transformées en un outil de pêche et de barrières pour protéger les champs de la destruction.

Jean BESANE MANGAM

Les habitants de la ville de Ngaoundéré et ses environs ont vite fait de transformer les Milda en outil de pêche et de barrière de protection des champs. Partout dans la ville, ces instruments de protection contre le paludisme sont utilisés pour la pêche et pour empêcher la pénétration des animaux domestiques laissés en divagation dans les champs. Des actions qui ne passent pas inaperçues par certains qui appellent à la sanction des personnes qui utilisent ces Milda à d'autres fins. « Il faudrait que le gouvernement commence à être dur avec les populations. C'est des dépenses énormes que l'Etat consenti chaque année pour le bien-être des populations. L'Homme camerounais n'aime pas ce qui est bon pour lui », s'offusque Mouafo, acteur de la société civile.

Comme Mouafo, Belmondo Siko, animateur radio dans la ville de Ngaoundéré, a fait de la sensibilisation à l'utilisation judicieuse des moustiquaires, son cheval de bataille. « On est au service de la communauté et on se doit de sensibiliser les populations, de porter le message du gouvernement à nos auditeurs. Les gens



Des milda utilisées à d'autres fins.

ont tendance à mettre plus l'accent sur le covid-19 qui semble plus faire peur que le paludisme. Chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes, le paludisme représente l'une des principales causes de décès dans notre région. Les populations doivent se mettre à l'abri de cette maladie, même si l'insecticide n'est plus efficace, mais elles empêchent au moins les moustiques d'entrer ».

Les prévisions météorologiques annoncent des fortes précipitations dans la région. Avec les tas d'ordures qui jonchent de plus en plus les rues et les quartiers de la ville, le risque de contracter le paludisme est élevé. Les agents de santé sur le terrain, multiplient les campagnes de sen-

sibilisation à l'usage correct des moustiquaires imprégnées. « Nous nous battons pour que les populations utilisent normalement les Milda. Curieusement, certains estiment que l'insecticide d'imprégnation n'est plus d'actualité, même dans ce cas, il est conseillé de continuer l'utilisation. A ce niveau, elles servent de méthode barrière en attendant la nouvelle distribution des Milda pour le compte de l'année 2020 », explique Mahamat, Agent de santé communautaire.

Dans les formations sanitaires, près de 50% des cas de consultations sont liées au paludisme ou à la typhoïde, 2 maladies liées à la mauvaise hygiène de vie et de la qualité de l'eau de boisson. Avec

l'abondante précipitation de ces derniers, la survenue d'épidémie de choléra n'est pas à écarter.

Les statistiques officielles de 2019 dans l'Adamaoua indiquent que 29% de décès de femmes enceintes ; et 69,4% des enfants de moins de 5 ans sont liés au paludisme. Ces chiffres qui font froid au dos traduisent à souhait le nouvel usage qu'ont fait les populations des Milda offertes par l'Etat. En attendant la distribution des Milda pour le compte de 2020 dans l'Adamaoua, les habitants continuent à mal utiliser les moustiquaires au risque de leurs vies.

Covid-19

Le COT vole au secours des orphelins

L'association dénommée, le Cameroun Ouvert à Tous Notre Parie a fait un important don de matériel d'hygiène aux pensionnaires de l'orphelinat Saints Anges Gardiens de Marsa à Ngaoundéré le 25 juillet 2020.



Remise des dons du Cot à la Sœur Nicole, responsable de l'orphelinat Saints Anges Gardiens de Marza, Ngaoundéré

JBM

L'association née il y a un peu plus de 5 ans sur les réseaux sociaux, vole au secours des personnes nécessiteuses pour la 3ème fois. Après

Bafoussam en 2018 et Yaoundé en 2019, les membres de cette organisation qui sont réunis autour des valeurs de solidarité, entraide et de soutien mutuel viennent de manifester leur solidarité envers les orphelins et les enfants abandonnés de Ngaoundéré.

Partis des différentes parties du Cameroun, les membres de l'organisation viennent de témoigner leur compassion à ces enfants pris en charge par les sœurs de l'Eglise Catholique. Chacun, avec ses moyens a contribué à redonner le sourire aux orphelins encadrés par les sœurs, « Je suis parti de Dschang pour Ngaoundéré, parce que je suis membre active du Cot, et à chaque fois que je vois les images des rencontres au niveau régional, je me suis dit qu'il faut que je vienne vivre cela en direct. C'est aussi une occasion pour moi de rencontrer ma famille de Ngaoundéré et de découvrir la ville. J'ai été très touchée de voir des enfants, des beaux enfants sans soutien. Je me dis c'est un geste symbolique », se réjouit Herline Menana, partie de Dschang pour Ngaoundéré.

Pour le vice-leader national, les objectifs poursuivis se résument en l'aide à apporter aux démunis à côté du divertissement, « A travers nos différentes interactions dans le groupe, nous faisons l'effort de passer du virtuel au réel. Nous nous sommes dits qu'il fallait, au-delà des rencontres régionales, organiser des rencontres nationales. Nous sommes à notre 3ème rencontre du genre. Nous faisons l'effort d'assister ceux qui sont dans la tristesse, dans le malheur. Nous consacrons la moitié de nos contributions pour donner aux démunis. Le Cot est le Cameroun qui se présente au monde entier, nous avons un membre aux USA, un en France et un aux Iles Maurice. Nous voulons dépasser ce niveau de concep-

tion qu'on a des internautes camerounais qui sont experts dans les fakes news, nous nous voulons fonder un model de vivre ensemble à partir de nos rencontres sur les réseaux sociaux », explique Bienvenu Hoissou, vice-président national du Cot.

Satisfaction des responsables

L'orphelinat Saints Anges Gardiens de Marza à Ngaoundéré encadre une trentaine de pensionnaires dont des bébés abandonnés par leurs géniteurs à la naissance et des enfants en âge scolaire. La responsable des lieux ne manque pas de remercier les membres du Cot, « Je suis très impressionnée par les jeunes qui viennent chez nous faire les dons à des enfants qui n'ont personne. C'est vraiment extraordinaire que des jeunes pensent à d'autres enfants qu'ils ne connaissent même pas. Je ne peux que demander à Dieu de les bénir. Le moindre don qu'on fait à un enfant abandonné, à un orphelin, c'est à Dieu qu'on fait ce don, et que Dieu le leur rende au centuple », reconnaît la Sœur Nicole.

Après l'étape de Ngaoundéré, les membres du Cot lorgnent déjà d'autres horizons pour redonner le sourire aux nécessiteux. Dans le pipe, les léproseries et les prisons. Un geste qui rompt avec les agissements connus de certains internautes camerounais très connus pour des actions négatives.

Bertoua

Pr. Richard Ndjock inaugure le Centre de prise en charge des hépatites

Cette acquisition qui arrive au moment où la moitié de la population est atteinte de l'hépatite D.

Murielle ESSON

L'esplanade de l'Hôpital Régional de Bertoua (HRB) a abrité la cérémonie de lancement de la 10ème édition du mois national de lutte contre les Hépatites virales, présidée par le représentant du Ministre de la santé, Prof. Louis Richard NDJOCK, le 29 juillet 2020. Accueilli par des groupes de danses traditionnelles ainsi que les autorités administratives de la région, il a procédé à la revue de l'ensemble du personnel de l'HRB avant de prendre place à la tribune d'honneur de la cérémonie.

Après l'exécution de l'hymne national, c'est le maire de la ville de Bertoua qui a ouvert le bal des allocutions pour le mot de bienvenue, dans lequel il s'est dit honoré du choix porté sur la capitale régionale, il a également saisi l'occasion pour soumettre une doléance : « je ne saurai terminer mon propos sans solliciter de la part du MINSANTE la poursuite du relèvement du plateau technique de nos formations sanitaires en vue de la prise en charge efficiente et efficace des maladies et ceux souffrants des pathologies dans notre région ».

Ensuite, une présentation technique sur les hépatites virales a été faite par le Dr. Alain Georges ETOUNDI, directeur des luttes contre les maladies, les épidémies et les pandémies. De cette analyse, nous retenons quelques chiffres : 08 Camerounais sur 100 souffrent de l'hépatite virale B (en 2017) ; 01 Camerounais sur 100 souffre de l'hépatite C (en 2011). Il en ressort également que pour ce qui est de la



Photo de famille à l'issue de la cérémonie.

région de l'Est, le taux de contamination est moyen car, 08-15 personnes sur 100 sont infectés de l'hépatite B ; en ce qui concerne l'hépatite D, on considère que la moitié de la population y a déjà été atteinte. Il est donc impératif de se faire dépister notamment les femmes enceintes, les donneurs de sang et les séropositifs car « comme le paludisme, c'est une maladie grave » néanmoins, 90% guérissent de l'hépatite B et 98% de l'hépatite C.

Avant de procéder au discours officiel de lancement, le représentant du Ministre a procédé à la présentation de l'équipe du

centre agréé de traitement des hépatites. La journée mondiale contre l'hépatite se célèbre le 28 juillet pour faire mieux connaître cette pathologie, qui est causée par des virus. À ce jour on en dénombre 5 désignés par les lettres A B C D E qui diffèrent par leurs modes de transmission et d'agressivité, les hépatites B et C étant les plus fréquentes. Dans le monde environ 325 millions de personnes en sont atteintes avec 1 million 400 décès chaque année ; seul 29% connaissent leurs statuts et 42% d'enfants sont vaccinés contre l'hépatite B à la naissance. Inscrit comme

problème de santé publique, le gouvernement a mis en place plusieurs mesures visant à préserver les populations contre ces maladies à savoir : l'augmentation de l'offre de service de prise en charge des hépatites virales grâce à la mise en place progressive de la décentralisation de soin ; l'augmentation du budget alloué à la riposte contre les hépatites virales. La cérémonie s'est achevée par la visite des locaux qui abriteront désormais le centre d'accueil et de prise en charge des hépatites virales, le tout premier dans la région de l'Est.

REACTIONS

« La prise en charge était déjà très difficile »

Dr. Carine NDONNANG, pharmacienne, membre du comité de prise en charge des malades des hépatites virales



Le personnel médical est heureux. La prise en charge était déjà très difficile. Imaginez un patient n'ayant pas de famille pas de famille à Yaoundé se retrouver à trouver d'abord un logement, attendre ses résultats, chercher à trouver un traitement (qui n'est pas gratuit), passer par le comité, etc. Pour un processus qui prend au moins 2 semaines, entre aller-et-retour, c'était vraiment pénible. En tant que membre de l'équipe, nous sommes soulagés et le challenge ne nous fait pas peur car nous avons affronté pire.

« Les hépatites virales ont causé le décès de mon épouse »

Arthur METSAMPITO, chef cellule communication DRSPE



Je suis très content que le représentant du Ministre ait pu installer le comité de prise en charge des malades des hépatites virales dans la région de l'Est. J'ai personnellement un triste souvenir des hépatites virales parce que qu'elles ont causé le décès de mon épouse ; il fallait tout le temps partir de Yokadouma pour Yaoundé pour le dépistage et le traitement. La présence de ce centre dans notre région me rassure beaucoup pour les malades de cette pathologie qui tue énormément.

Propos recueillis par
Murielle ESSON

Télécharger désormais l'application
android du journal Echos Santé sur



- Plus d'articles
- Des services indispensables à votre quotidien
- Plus d'astuces sur la santé



Extrême-Nord

Les réfugiés et prisonniers vaccinés contre la méningite

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique en charge des épidémies et pandémies Alim Garga Hayatou, avec l'appui de ses partenaires dont l'organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé officiellement au camp des réfugiés de Minawao, la campagne de vaccination contre la méningite 28 Juillet 2020.

Martin KALAINA

C'est une campagne qui a duré quatre jours au camp de Minawao, les alentours, dans les prisons de l'Extrême-Nord avec un objectif de vacciner le maximum des réfugiés sur les 57.613 réfugiés ayant plus de 2 ans. Placé sous le haut patronage du secrétaire d'état à la santé Alim Garga Hayatou et en présence de la sous-directrice de la vaccination Dr Amani Adidja, du représentant de l'OMS (l'organisation mondiale de la santé) Dr Yomog Mathieu, chef de bureau terrain OMS Extrême-Nord. Cette cérémonie a regroupé les partenaires du ministère de la santé en activité au camp des réfugiés de Minawao, le gouverneur de la région de l'Extrême-Nord Midjiyawa Bakary, le maire de la commune de Mokolo, les représentants de la société civile ainsi que les réfugiés qui se sont mobilisés massivement.

En souhaitant la bienvenue aux hôtes, le maire de la commune de Mokolo Dr Vohod Deguime a noté sa satisfaction et sa reconnaissance pour le choix de son arrondissement et surtout de Minawao pour cette cérémonie. Il a salué la mise à la disposition de la population de ce vaccin contre la méningite qui est une maladie connue de tous. « Vu la vulnérabilité des réfugiés sur le plan sanitaire, cette campagne de vaccination vient à point nommé. Puisque les réfugiés sont nos frères et sœurs d'où la nécessité de s'occuper également de leur santé. Nous voulons dire merci au gouvernement à travers le ministre de la santé pour tout ce qui est en train d'être fait pour la santé des réfugiés et des populations de l'arrondissement de Mokolo », a signifié le bourgmestre. A la responsable du bureau HCR (haut-commissariat auprès des réfugiés) de Maroua Mme Myleine Ahounoude réitérer les remerciements au ministre de la santé et à l'organisation mondiale de la santé. « Il y a deux mois, vous êtes venu ici à Minawao vous imprégner des dispositions prises dans la lutte contre la covid-19. Ce jour, vous revenez encore pour le lancement de la campagne de vaccination contre la mé-



Vaccination méningite à l'extrême-Nord.

ningite. Cela témoigne l'importance que le gouvernement camerounais accorde à l'inclusion des réfugiés. Nous promettons de mettre tout en œuvre durant cette campagne de vaccination en accompagnant le ministère de la santé et ses partenaires afin que les objectifs soient atteints», psalmodie Mme Myleine Ahounou.

Le délégué régional de la santé publique pour l'Extrême-Nord Dr Bava Hamadou Boubakary dans son intervention a fait une présentation technique de la campagne de vaccination. « Le Cameroun a déjà connu trois épidémies de la méningite 2009, 2010, 2011. L'objectif de la campagne de vaccination est de renforcer l'immunité des réfugiés et des prisonniers pour les saisons sèches avenir. 103 équipes seront déployées dans les formations sanitaires et un poste fixe à Minawao. 106.000 doses sont prévues pour cette campagne de vaccination par voie intramusculaire», révèle ce dernier. La

méningite, est une maladie qui constitue un problème majeur de santé publique dans 26 pays de la ceinture méningitique y compris le Cameroun. L'organisation mondiale de la santé recommande trois stratégies pour le contrôle des épidémies de méningite : il s'agit de la surveillance épidémiologique, du traitement adéquat des malades et de la vaccination. « Environ 30.000 cas de méningite sont signalés chaque année à partir du Sénégal jusqu'à l'Ethiopie. La vaccination apparaît comme la stratégie la plus efficace. L'OMS et les autres partenaires sont déterminés à éliminer la méningite en tant que problème de santé publique. D'où il importe de se mobiliser massivement pendant cette campagne de vaccination», souligne Dr Yomog Mathieu, chef de bureau de terrain OMS à Maroua. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique en charge des épidémies et pandémies Alim Garga Hayatou, dans ses propos a in-

viter la population générale à poursuivre les activités de vaccination offertes, car la vaccination est le seul moyen de prévention de la maladie.

La mobilisation de tous les partenaires au développement autour du gouvernement pour cette campagne montre une fois de plus la priorité qu'accorde le Cameroun à la santé et plus spécifiquement à la vaccination. Cette cérémonie de lancement officiel de la campagne de vaccination a été une grande opportunité aussi bien de plaider pour que la majorité se fasse vacciner. Un intermède reflétant la culture du département du mayo-tsanaga a animé cette cérémonie qui a pris fin par la vaccination symbolique des enfants en présence du secrétaire d'état auprès du ministre de la santé, la sous-directrice de la vaccination, le représentant de l'OMS et le gouverneur de l'Extrême-Nord.

« Cette campagne de vaccination contre la méningite mérite les efforts des partenaires »

Alim Garga Hayatou, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique en charge des épidémies et pandémies

Cette campagne de vaccination contre la méningite est une campagne très importante, vous ne pouviez pas imaginer le risque pour les populations du Cameroun depuis des décennies. Parce qu'il y a avait une résurgence des épidémies en 2009, 2010, 2011 et les systèmes des nations unies ont décidé de refaire un certain nombre diagnostic général sur l'ensemble des pays de l'Afrique sud saharienne à partir de l'Algérie jusqu'au Tchad et au Soudan. Le Cameroun fait partie de cette grande bande où la méningite sévit et touche surtout dans les régions de l'Extrême-Nord et le Nord principalement. Ensuite dans la région

de l'Adamaoua et la région de l'Est. Pour cette première phase, nous allons organiser dans la région de l'Extrême-Nord et Nord pour une deuxième phase cela va concerner les régions de l'Est et l'Adamaoua. C'est une grande campagne qui mérite d'être saluée par les partenaires qui ont contribué pour cette cause. L'acquisition de ce vaccin cause un énorme problème, voilà pourquoi pour cette première phase a due couter 06 milliards de francs CFA et nous avons privilégié pour cette première phase de lots de vaccin la région de l'Extrême-Nord et le Nord.

Propos recueillies par Martin Kalaina



« Je pense qu'il faut même arrêter l'hôpital si non on a le risque de se retrouver un jour avec un bâtiment qui s'écroule sur les patients et le personnel de santé ».

Dans un entretien accordé à votre journal, le Dr Mouhamadou Guemse Emmanuel, directeur de l'hôpital de district d'Efoulan parle à cœur ouvert des méandres de la formation sanitaire publique qu'il dirige. Entre risque d'effondrement, l'insalubrité, le problème des médicaments de la rue, la gestion du personnel, tout y est. A lire absolument.



Monsieur le directeur cela fait neuf mois que vous êtes à la tête de l'hôpital de district d'Efoulan, quel est l'état de santé de votre formation sanitaire en ce moment ?

Je pense que sur le plan général, l'hôpital de district d'Efoulan va bien dans le sens que la fréquentabilité en termes de pédiatrie est resté constante et elle a même augmenté malgré la pandémie du Covid-19. Si vous regardez nos statistiques vous allez vous en rendre compte qu'en pédiatrie, c'est quasi plein tout le temps et en maternité les femmes accouchent de plus en plus. Vous allez aussi vous rendre compte toutes les spécialités qu'il y a dans l'hôpital fonctionnent bien. Moi je crois que je suis resté constant sans décrépitude sur le plan du manquement des quotes-parts et des motivations bien que dans le contexte global, tous les services et administrations sont presque en récession financière. La crise économique liée au Covid-19, nous n'en sommes pas épargnés. Donc je suis resté constant sur cette activité là malgré le fait qu'on a eu les moyens.

Parmi les maux qui minent votre formation sanitaire les patients citent l'insalubrité. Qu'en pensez-vous ?

Il ne faut pas que nous versons dans le populisme ambiant avec les débats du quartier. La vérité fondamentale de la salubrité de l'hôpital d'Efoulan est une réalité qui ne date pas de maintenant. L'hôpital de district d'Efoulan

ne doit pas se situer là où il est actuellement. Car il voisin des logements privés, des habitations privées. Quand je suis arrivé à Efoulan, j'ai trouvé l'insalubrité avec la présence des cafards et des souris. Ce que j'ai fait jusqu'ici c'est de dératiser et nous nous sommes battus pour éliminer le maximum de cafards. En fait, la clé du problème de cette formation sanitaire est un problème santé environnementale dans la mesure où toute la déjection de cet hôpital se déverse dans le quartier dans un ruissellement qui expose la population. Pour moi, parler de cafards en maternité, ne veut pas dire que l'hôpital de district d'Efoulan est sale. On peut tuer les cafards aujourd'hui et demain d'autres réapparaissent parce qu'ils viennent du quartier. Avec une société que nous avons fait appel, Nous avons dératisé dans l'hôpital et même aux alentours de l'hôpital et si vous vérifié vous allez constater qu'il n'y a pas souris. Le vrai problème, c'est la situation géographique de cet hôpital et cela ne nous permet pas de parler d'un hôpital. C'est n'est possible que cet hôpital soit là. Si nous faisons une expertise internationale on verra que cet hôpital est dans une très mauvaise position.

Vous ne pouvez me parler d'un hôpital de district d'Efoulan dans la norme étatique, alors qu'on est voisin au quartier, alors qu'on n'a pas d'incinérateur, l'hôpital n'a pas un système de transport des déchets. Pour ce qui est de la destruction des médicaments périmés, nous ne

pouvons pas les brûler à Efoulan. Sinon, nous allons encore exposés la population. En plus, l'hôpital de district d'Efoulan est traversé de part en part par chaussée, sans trottoir, sans passerelle de garde de part et d'autre ; il faut au moins un trottoir et un parking. Je pense qu'en dehors de ce qu'il y a comme déjection c'est-à-dire que les cafards et autres peuvent venir du quartier et entrée à l'hôpital, nous sommes aussi exposés aux accidents. J'ai retrouvé le plan territorial de l'hôpital d'Efoulan, j'ai vu quel espace avait été réservé et je me suis rendu compte les gens ont construit sur le terrain de l'hôpital et le problème c'est qu'on les déguerpit pour mieux construire l'hôpital. La solution est simple. C'est que le chef de département appelle l'audit et qu'on fasse tout pour pouvoir le reconstruire. Il faut reconstruire ces bâtiments. Et je vais vous dire que le bâtiment mère et enfant, est carrément en train de se fissurer. Une fois qu'on ouvre le robinet, il y a les dalles qui suintent. Je pense qu'il faut même arrêter l'hôpital si non on a le risque de se retrouver un jour avec un bâtiment qui s'écroule sur les patients et le personnel de santé. Voilà ce que je vois. En tant que médecin et en tant directeur, je crois que ce bâtiment a fait près de 10 ans et en fissuration. C'est là qu'il faut voir ça au lieu de constater un jour que ça s'est écroulé sur les gens. S'il faut prendre le Btp pour pouvoir refaire le bâtiment il faudra le faire dans un endroit plus sain, bien quadrillé. Jusqu'à présent, l'hôpital de district d'Efoulan n'a pas de morgue alors que la fréquentation a triplé. Et de plus on a des accidentés qui arrivent de temps en temps. J'ai même un problème d'espace parce que je n'arrive pas à hospitaliser tous les malades qui arrivent et c'est une difficulté. Depuis que je suis arrivé à dans cette formation sanitaire, le taux de fréquentation a augmenté. On a près de 15

“ L'hôpital de district d'Efoulan ne doit pas se situer là où il est actuellement. Car il voisin des logements privés, des habitations privées ”

“
Je pense qu’il faut même arrêter l’hôpital si non on a le risque de se retrouver un jour avec un bâtiment qui s’écroule sur les patients et le personnel de santé”

spécialités qui travaillent en même temps.

Monsieur le directeur est-ce qu’il y a l’eau à l’hôpital d’Efoulan ?

Actuellement, il y a l’eau. Soulignons qu’à mon arrivée, il y avait deux points d’eau. Un point d’eau nettoyeur dans le bâtiment de la pédiatrie et donc la source venait de la CDE avec pression, et lorsqu’on mettait en marche ce robinet là, ça dégoulinait sur les dalles et ça suintait à partir des murs et ça fragilise ce bâtiment. Pour éviter que cela continue à se fissurer et ça ne s’écroule, de temps en temps je ferme le robinet. En évidence, il faut bien refaire la structure de ce bâtiment et ou bien même évaluer la stabilité du bâtiment. De l’autre côté de la route, dans l’ancien bâtiment, nous souffrons du même problème.

Qu’est-ce qui justifie le fort taux de péremption des médicaments ?

La question du médicament est une question naturelle. Quand je suis arrivé à Efoulan, j’ai trouvé un lot de médicaments déjà périmé et si vous regardez les photos, vous allez vous rendre compte que c’était les médicaments détournés. Depuis que nous avons saisi ceux qui gèrent les médicaments dans le pays, ça ne dit rien à personne. Il faut bien les sortir pour les détruire.

Que faut-il faire pour sauver l’hôpital de district d’Efoulan ?

Nous avons tenu un comité de gestion en décembre avec l’ancien maire Otélé Manda, on a commencé les activités citoyennes dans le sens de relancer au moins la philosophie de ce que devrait être d’Efoulan : un hôpital digne de ce nom et en accord avec la vision du chef de département. Mais en février 2020, nous avons commencé à lancer ces activités avec l’arrivée

de la Covid-19, le rythme a un peu baissé. Sur le plan du fonctionnement, je n’ai encore rien implémenté de conséquent. Je n’ai pas eu la force d’implémenter ce que je voulais, à cause du fait que nous sommes tous lancé dans la riposte contre la Covid-19.

Le bâtiment mère et enfant qui est en face et qui se fissure est aussi vétuste que les autres. Et pour, ledit bâtiment, je ne pouvais pas mettre la peinture alors qu’il est en train de se fissurer avec le risque d’effondrement. Nous avons espoir que le programme d’appui au développement de Yaoundé (Pady2) a octroyé une somme de cent vingt huit millions de francs cfa pour la réfection de l’hôpital de district d’Efoulan. Une somme que nous avons reçu en appel d’offre en février 2020 mais avec covid-19, l’action a ralenti. L’urgence est la réfection des bâtiments. Le bâtiment Mère et enfant représente-t-il un danger pour les patients et le personnel?

Bien sûr ! Et aussi vous allez vous en rendre compte qu’en construisant le bâtiment mère et enfant, il y a autre qui devait se construire en face mais cela n’a pas été fait. Toutes fosses septiques, toutes les rigoles de l’hôpital se déversent dans le quartier. Non ne parlons pas d’hôpital, parlons de réfection à faire pour que la population soit sauvée. Voilà la vérité ; je ne peux jouer le jeu. Ça ne va pas m’aider, ça ne va pas aider la population. Nous sommes allés plusieurs fois rencontrer, le ministre de la Santé publique pour lui dire que le bâtiment mère et enfant n’est pas bon et qu’il représente un grave danger pour les patients et le personnel. Aujourd’hui, notre regard est tourné vers la tutelle pour nous sortir de cette impasse. L’hécatombe risque de se produire à tout moment si rien n’est fait en urgence.

Entretien réalisé par Désiré EFFALA



Extrême-nord

51, 8% de femmes n'accouchent pas dans les hôpitaux à Mindif

L'insuffisance du personnel qualifié, l'absence du plateau technique et l'abondance des matrones sont à l'origine de la non fréquentation des formations sanitaires.

Martin KALAINA

L'accouchement à domicile est une habitude solidement enracinée dans la culture et les traditions de l'arrondissement de Mindif. Très peu de femmes accouchent dans les établissements de santé. A quelques mètres de là, à l'entrée de la maternité du centre de santé de Mindif, des femmes attendent le début des consultations pour les soins prénatales. L'une d'elle Samira, 33 ans est enceinte pour la cinquième fois. « Je viens faire mes consultations prénatales à l'hôpital, mais au moment d'accoucher c'est l'accoucheuse traditionnelle qui fait faire le travail à la maison ». Les autres femmes pensent que c'est la meilleure option. « Je préfère accoucher à la maison, cela va fait 8 ans que j'accouche mes enfants à domicile. Les matrones sont très expérimentées, je n'ai jamais eu de problème après », témoigne Djamdoudou, ménagère au quartier Bongor à Mindif. Accoucher à la maison est devenue normal dans les aires du district de santé de Mindif. Situé à 26 Km de Maroua, l'arrondissement compte 10 aires de santé. Il s'agit de Mindif, Mogom, Djappai, Hoppo, Mendeo, Doyang, Maoudine, Matfai, Modjombodi, Loubour. Le pourcentage du taux d'accouchements des femmes dans les formations sanitaires est très bas. 48, 2% tel est le taux de fréquentation des femmes enceintes qui viennent pour les accouchements. Un problème qui date

de longtemps dans l'arrondissement. « Il s'agit ici d'un problème de culture. La femme musulmane à honte de se mettre nue devant un homme qui est personnel de santé. Pour elle, s'est déshonorer son mari. Elle préfère accoucher au quartier avec l'appui d'une accoucheuse traditionnelle. » souligne Wayang Berlina, chef du centre de santé de Djappai. Le manque des tables d'accouchements, le manque de plateaux techniques dans les formations sanitaires, l'insuffisance du personnel qualifié, la présence des matrones qui domine les sages-femmes dans les aires de santé ce sont les chapelets de problème. « Avant j'accouchais au centre de santé, à l'époque il y avait les sages-femmes qui s'occupaient de ça. Menant, il ya que les hommes ce n'est pas facile pour une musulmane de se mettre nu devant un homme autre que son mari pour se faire accoucher. Même le lit d'accouchement il ya pas. Cela ne nous encourage pas à aller au centre de santé. Mieux d'accoucher à la maison » témoigne Hadja Gogo. L'hypothèse de la religion comme un frein à l'accouchement des femmes dans les formations sanitaires est pointé du doigt. « Le problème est liée à la religion, une femme musulmane ne part pas à la formation sanitaire sans l'aval de son mari. Pire, dans la plupart des formations sanitaires les accouchements se font par les hommes. C'est un sacrilège pour le musulman de laisser un homme découvrir la nudité de sa femme. Cela est interdit », nous dit Dukoye Manaouda, chef du centre de santé de Mindif, il y a à peine



03 sages-femmes pour une population de plus de 25000 habitants. Face à l'ampleur de la situation, des moto-ambulances ont été dotées dans le cadre du projet de lutte contre la mortalité maternelle et infantile. Ces ambulances permettent de conduire les femmes enceintes vers les formations sanitaires pour les accouchements. Les évacuations des cas critiques vers l'hôpital de district de Mindif se fait à l'aide de cette moto-ambulance. Cependant, la vision de l'utilisation des moto-ambulances n'est pas partagée par certains. « La communauté ne s'implique pas dans les activités des moto-ambulances. En principe chaque aire de santé ayant bénéficié de ce tricycle devait constituer un comité de gestion. Une cotisation devrait être faite afin de gérer le carburant de l'ambulance pour les éventuels cas d'accouchements. Il y a aucune adhésion au comité de gestion. Les frais de carburant sortent plutôt des poches des indivi-

us demandant un service. Les femmes préfèrent faire recours aux accoucheuses traditionnelles du village à moindre cout au lieu d'aller vers les formations sanitaires » Explique Docteur Kom, point focal santé de reproduction au district de Mindif. Pour remédier à ce problème, le district de santé de Mindif à besoin de plus de sages-femmes, du plateau technique adéquat pour les accouchements, des plaidoyers doivent être multiplié afin de mieux sensibiliser les hommes et les femmes sur le bien-fondé d'accoucher dans les aires de santé. Les accoucheuses traditionnelles doivent être formés afin d'être en collaboration avec les formations sanitaires pour les cas de références des femmes. Le ministre de la santé est exhorté à trouver des réponses aux doléances afin que la fréquentation des Fosa (formations sanitaires) reprenne dans le district de Mindif.



« L'insuffisance des sages-femmes, l'absence du plateau technique suscite la ruée des femmes vers les accoucheuses traditionnelles »

Manaouda Doukoye, chef centre de santé intégré de Mindif.

Quelle est la situation des accouchements des femmes dans l'aire de santé de Mindif ?

Dans l'aire de santé de Mindif, la majorité des femmes préfèrent accoucher à domicile. Il ya un problème de fréquentation. En effet, malgré les mesures mise sur pied par le gouvernement et la collaboration avec les agents de santé communautaire qui sensibilisent sur l'importance d'accoucher dans les formations sanitaires. Avec tous les efforts, il ya un faible taux d'accouchement à la formation sanitaire, nous avons à peine 30% de femmes qui viennent accoucher pourtant l'objectif est d'avoir au moins 70% de fréquentation. Les 80% préfèrent accoucher à domicile avec l'aide des matrones.

Dites-nous, qu'est ce qui pose le problème de fréquentation de votre formation sanitaire ?

Le problème est d'ordre général, il est lié à la culture et à la religion. Les femmes ne veulent pas se faire accoucher par les hommes. Quand une femme musulmane se fait accoucher par un homme, c'est selon son mari une manière pour elle de faire découvrir sa nudité à un autre homme. Ce sont des préjugés tout autour de la religion qui se greffe. Localement, selon la coutume, une femme ne peut pas aller dans une formation sanitaire sans l'accord de son mari. Accoucher dans une formation sanitaire fait de cette



femme une poltronne, une peureuse dans la localité. D'où la ruée des femmes vers les accoucheuses traditionnelles. Les accoucheuses traditionnelles font des campagnes pour exhorter les femmes à accou-

cher à la maison à moindre cout. Dans l'aire de santé de Mindif, il ya l'insuffisance du personnel qualifié. Ma formation sanitaire CSI Mindif n'a aucune sage-femme, nous nous battons avec les moyens de bord. Il ya le manque de plateaux techniques d'accouchements. Ce sont des difficultés d'ordre général dans toutes les aires du district de santé de Mindif.

Des solutions sont-elles mises sur pied dans votre aire de santé ? des doléances ?

Face à cela, nous avons pensons qu'il faut multiplier les plaidoyers. Il faut sensibiliser les leaders religieux, impliquer les hommes et les femmes dans les activités pour leur parler du bien-fondé de l'accouchement dans les formations sanitaires. Nous sollicitons une dotation en plateau technique à nos formations sanitaires qui sont au bout du souffle. Au Csi Mindif, ce n'est pas évident, pas de lits d'accouchements, aucun plateau technique. Beaucoup de femmes réclament le chèque santé, la pauvreté ne permet pas d'aller accoucher à la formation sanitaire. Nous voulons plaider auprès du ministre de la santé de trouver un moyen de faire venir le chèque santé dans notre district de santé.

Martin KALAINA

Tabac

Plus de 8 millions de fumeurs sont exposés à la Covid-19

Au cours d'une conférence de presse organisée à Yaoundé le 29 juillet 2020, la Coalition Camerounaise contre le Tabac (C3T) dénonce les manœuvres de l'industrie du tabac pendant la pandémie et interpelle le gouvernement et les décideurs pour la prise en compte du tabagisme dans la riposte contre la Covid-19.



8 millions de fumeurs exposés au Covid-19

Désiré EFFALA

En cette période difficile où le monde lutte pour faire face à la pandémie du Covid-19, la Coalition Camerounaise contre le Tabac (C3T) attire l'attention des consommateurs des produits de tabac sur les graves risques auxquels ils s'exposent en cette période de crise sanitaire liée au Coronavirus. Il faut dire que, le Cameroun connaît en effet une forte prévalence du tabagisme avec 8,9% d'adultes, soit 1 100 000 fumeurs actifs, près de 7 millions de fumeurs passifs et 10,1% des jeunes âgés de 13 à 15 ans ; soit 20 000 jeunes qui sont des usagers réguliers des produits du tabac. Plusieurs études établissent que le tabagisme est associé à la progression et aux effets néfastes de la Covid-19. Les experts mettent les populations en garde sur le fait que le vapotage pourrait rendre les individus vulnérables à la maladie. Selon certaines informations qui circulent dans les réseaux faisant savoir que le tabagisme est un moyen de prévention ou curatif contre la Covid-19, il est établi aujourd'hui que cela est une information erronée « il est donc utile que les médias corrigent cette incompréhension erronée qui a circulé et qui continue même d'être

accepté par la population. Non, non et non, encore une fois le tabagisme ne protège pas contre la Covid-19. Au contraire, il est un facteur aggravant pour la Covid-19 » a déclaré le Dr Dipoko Dibotto Emmanuel Richard, Vice président de Halthy Environnement forliving People et membre de C3T. Pour lui, intégrer la lutte contre le tabagisme dans les mesures gouvernementales aujourd'hui, est une obligation quant à ce qui concerne la protection des populations. Pour Prince Mpondo, le chargé de la communication à la Coalition camerounaise contre le tabac et président national du Comité national de la consommation, il faudra que les autorités du pays puissent vraiment édifier les populations sur cette question et trancher aussi avec la rumeur ou la fausse information qui a circulé dans les réseaux sociaux et qui continue d'ailleurs à circuler ; information selon laquelle la nicotine et le tabac pouvaient être utilisés à titre préventif ou curatif contre la Covid-19. Or l'OMS a tranché cette question dans sa note du 11 mai 2020, il n'y a pas de lien jusqu'ici, les données disponibles n'établissent pas que la nicotine ou le tabac peuvent permettre de prévenir ou de guérir de la Covid-19. « Il est donc question de marteler cela aux populations et que le gouvernement prenne également cela en compte » a-t-il souhaité.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les fumeurs courent un risque plus élevé d'être infectés par le coronavirus par voie buccale lorsqu'ils fument des cigarettes ou consomment d'autres produits tabagiques. S'ils contractent le Virus de la Covid-19, les consommateurs des produits du tabac courent un plus grand risque de souffrir d'une infection grave car leur santé pulmonaire est déjà compromise. Par ailleurs, l'OMS observe que le taux de mortalité dû à la Covid-19 est plus élevé chez les personnes atteintes de maladies préexistantes, parmi lesquelles les maladies non transmissibles, telles que les maladies cardiovasculaires, les maladies respiratoires comme la broncho-pneumopathie chronique obstructive et l'asthme, le cancer et le diabète. Des affections qui ont pour principal facteur de risque le tabagisme. L'OMS précise que le tabagisme, direct ou passif, accroît la gravité des maladies respiratoires. Le tabagisme tue chaque année plus de 8 millions de personnes dans le monde. Sur ce total, plus de 7 millions de décès dus à la consommation directe de tabac et environ 1,2 millions sont la conséquence du tabagisme passif. La Coalition Camerounaise Contre le Tabac exhorte les pouvoirs publics à intégrer la lutte contre le tabac dans la stratégie

nationale de riposte contre la propagation du Coronavirus. « Nous avons observé que le gouvernement dans sa communication et même au niveau des collectivités territoriales décentralisées, il y a les actions qui sont faites, il y a beaucoup de messages diffusés en direction des populations. Mais on n'informe pas clairement les populations sur cet aspect, on ne dit pas aux populations faites attention en fumant ça vous expose à de formes graves de la Covid-19. Nous voulons que le gouvernement dans sa stratégie, puisse intégrer cet aspect » observe Prince Mpondo Ekon, « Il est également question pour nous d'attirer l'attention du gouvernement sur le fait que, comme ils sont préoccupés à combattre le coronavirus, il y a l'industrie du tabac qui est là et qui même ses activités en violation de la réglementation. Nous avons constaté qu'il y a des cas de violation de la réglementation... Il y a les produits qui sont vendus sans vignette de sécurité comme l'exige la loi, il y a des conditionnements non conformes sur le marché » déplore Prince Mpondo. En définitive, il faut intégrer la composante tabac dans les messages qui sont diffusés dans la lutte contre le coronavirus et aussi prendre une mesure qui interdit également de fumer dans les lieux publics.

Consommation du Tabac

Fumer c'est se tuer d'un cancer du poumon

La fumée du tabac est responsable de 90% des cancers du poumon dont 9 sur 10 chez les fumeurs.

Brenda NGOUFACK

Chaque année, près de 7 millions de décès sont attribués au tabagisme chaque année dans le monde. Selon l'Organisation mondiale de la santé, en 2030, les décès liés au tabagisme devraient augmenter de 8 millions de décès par ans d'où l'importance de sensibiliser et d'en réduire la consommation. Une enquête de l'Oms faite au Cameroun en 2013 a révélé que 1 millions 100 mille personnes consomment le tabac chez les adultes, 7 millions sont des non-fumeurs exposés involontairement à la fumée des autres et 80,4 % de camerounais sont pour l'interdiction de fumer dans les lieux publics.

Le tabac dangereux pour les poumons

Le Cameroun s'est joint à la communauté internationale pour célébrer la 32^{ème} édi-

tion de la journée mondiale de lutte contre le tabac le 31 mai dernier. Le thème de cette année s'est articulé autour du Tabac et la santé pulmonaire. Le thème a permis de mettre en exergue de nombreuses maladies qui résultent de la consommation du tabac. Il s'agit du cancer du poumon, des maladies chroniques respiratoires où le tabac est directement impliqué comme l'asthme, la bronchite chronique, l'emphysème et l'insuffisance respiratoire. Le non-fumeur qui inhale la fumée du tabac représente la 1^{ère} cause de bronchite chronique et est responsable de 85% de cas de maladie pulmonaire et obstruction chronique. Les composantes chimiques de la fumée d'une cigarette constituent un facteur de risque pour la tuberculose et déclenchent les infections tuberculeuses latentes des ¼ des sujets.

La jeunesse ciblée par l'industrie du tabac

L'Oms réalise en 2014 une enquête mondiale sur le tabagisme des jeunes. Au Cameroun, 300 milles jeunes âgés de 13-15 ans sont fumeurs tandis que 31,2% ont expérimenté la cigarette avant l'âge de 10 ans. la



promotion systématique et délibérée du tabac cible de plus en plus les jeunes autour des écoles publiques et privées, universités et centres de formations. Ceux-ci sponsorisent et promeuvent les activités culturelles de ces derniers, octroyant même des bourses d'études et financements des recherches pour se rapprocher davantage de cette cible vulnérable. Le contexte national caractérisé par une forte prévalence du tabagisme en milieu jeune (10% de la population scolaire âgée entre 13 et 15 ans), une intense activité publicitaire, commerciale, et marketing de l'industrie du tabac pour recruter de nouveaux fumeurs, principalement

en milieu jeune ; l'absence de réglementations adéquates et la non application de celles déjà existantes par différents acteurs concernés est à déplorer. Pourtant, l'arrêté n°0001/MINSANTE/MINCOMMERCE du 03 janvier 2018 fixe de nouvelles modalités de conditionnement et d'étiquetage des produits du tabac commercialisés au Cameroun. Ainsi, cette année des nouveaux messages de conscientisation des fumeurs seront inscrits sur les paquets de cigarette : « le tabac Tue » et « Fumer tue ». Ceci dans l'espoir de voir la consommation du tabac à baisse auprès d'habités.

Gabon

La Bad ambitionne accompagner la santé publique et sociale

Le ministre de la santé, Dr. Guy Patrick Obiang Ndong a reçu en audience le 28 juillet 2020 le représentant résident de la Banque Africaine de développement, Robert Masumbuko. Une occasion pour les deux personnalités de faire le point de l'axe de coopération entre le Gabon et la banque africaine de développement.

Saint Clair KENGUE

A l'ordre du jour de la rencontre entre les deux personnalités, le Projet de renforcement des Capacités pour l'Employabilité des jeunes et l'amélioration de la protection sociale qui doit financer la réhabilitation et l'équipement de l'Institut nationale de formation d'action sanitaire et sociale (infass) à Libreville ainsi que les écoles de formation sanitaire et sociale de Makokou et Mouilla suivi du point sur la fond d'appui à la riposte contre le COVID-19. Pour le ministre, il était question de s'enquérir des modalités de mobilisation de ces ressources et s'imprégner de quelques idées de projet comme l'idée d'accompagner les projets structurants de construction de routes par les investissements collatéraux de construction des dispensaires et des centres de santé. Des projets bien appréciés par le ministre de la santé et son hôte. « je suis venu présenté mes félicitations



La bad plus que jamais aux cotes du Gabon

au ministre de la santé ainsi qu'au gouvernement du Gabon pour les efforts consentis dans la lutte contre la COVID-19 pour cela la BAD est au côté du Gabon et de façon très concrète avec des moyens financiers qui sont disponibles pour accompagner le pays et ses différents projets.

Le Gabon a fait beaucoup d'efforts et des choix très durs. Pour cela, il mérite notre accompagnement. Le ministre de la santé a des hommes et des femmes très dynamiques qui sont des héros. C'est pourquoi la BAD se tient au côté du Gabon pour apporter un accompagnement sanitaire et social»,

A déclaré Robert Masumbuko au sortir de cette audience. Le Gabon et la banque africaine de développement entretiennent des relations de coopération financière depuis de longue date.

Centre psychiatrique de Melen au Gabon

Guy Patrick Obiang donne 7 jours pour ramener les malades mentaux

Le retour des malades mentaux au centre psychiatrique de Melen, principal objectif de la toute première visite sur le terrain du Dr Guy Patrick OBIANG NDONG, ministre de la santé le 29 juillet 2020. Ce dernier a également promis de tout mettre en œuvre pour le rayonnement de ce centre.



Visite du ministre gabonais de la Santé au Centre psychiatrique de Melen au Gabon.

SCK

La santé et le bien être des malades mentaux au cœur des préoccupations du patron de la santé gabonaise dont la première sortie s'est déroulée au centre psychiatrique de Melen dans le 5e arrondissement de Libreville. « Je viens d'effectuer ma première visite de terrain et si j'ai choisi le centre psychiatrique de Melen, c'est

parce que l'objectif premier de la santé c'est le respect de la dignité humaine. Il est difficile et voir même insupportable de voir ce spectacle que nous observons en voyant les malades mentaux qui traînent dans les différents coins de Libreville. C'est pourquoi je suis venu voir les responsables de la structure, le corps médical pour comprendre ce qui n'allait pas, qu'est ce qui pourrait justifier une telle observation. Je leur ai donc donné un délai de sept jours pour qu'ils prennent toutes les

dispositions nécessaires afin de procéder au ramassage des malades mentaux dans les rues de Libreville. Au cours de cette visite, le directeur de cette structure m'a également fait faire le tour pour constater quels sont les efforts qui ont été faits au niveau de cette structure et ce qui reste à faire. Nous avons pris l'engagement de rapidement mettre à leur disposition des moyens pour qu'ils puissent travailler en toute sérénité. Nous pensons que l'hôpital psychiatrique de Melen est un hôpital qui a un fort potentiel au regard des fléaux qu'on a sur la consommation des stupéfiants, de l'alcoolisme, de la drogue, et du tabagisme. Il faudrait véritablement que cet hôpital joue son rôle pour que les populations gabonaises puissent être mieux informées de ce qu'ils font et pour que les populations ne puissent plus chercher là où aller consulter, où se fait prendre en charge en cas de maladies psychiatriques que psychologique » a expliqué le Docteur Guy Patrick OBIANG NDONG, ministre de la santé.

Soucieux de la vitalité de cette structure et la ré-dynamisation du centre, le ministre a fait le tour du propriétaire en compagnie du directeur du centre psychiatrique pour s'imprégner de l'avancement des tra-

vaux déjà effectués dans le centre. « Nous sommes très honorés de la visite que nous a rendu ce jour le ministre de la santé, nous sommes confrontés à de nombreux difficultés. Voir les malades mentaux errants dans Libreville signifie que nous sommes confrontés à des difficultés y compris les travaux inachevés qui ont été entamées dans ce centre. Nous avons promis au ministre de travailler ensemble main dans la main pour palier à ces difficultés », a laissé entendre le Docteur Maxime Moulomba, Directeur du centre psychiatrique de Melen. Le Centre National de santé mentale a été construit par le gouvernement pour la prise en charge des malades mentaux, le ministre de la santé a instruit l'équipe dirigeante du centre d'ouvrir des consultations extrêmes, à l'élaboration d'un projet d'établissement sur un délai de 7 jours. Si le ministre a regretté le problème de communication entre la direction du centre et le personnel, il a toutefois invité ces derniers au respect de la hiérarchie conformément à la réglementation en vigueur tout en mettant en garde les agents indisciplinés. Le centre de psychiatrie de Melen compte à ce jour plus d'une trentaine de patients admis.

« Normalement, tout parent doit- être un fin psychologue »

Dr Menguene Mviena Justine Laure, chef service de psychiatrie à l'hôpital Jamot de Yaoundé et sous-directeur de la santé mentale (Minsante).

Au regard de ce qu'on observe aujourd'hui dans notre société, comment peut-on comprendre la violence grandissante en milieu scolaire et périscolaire ?

Merci de nous donner la parole. Nous, spécialistes du trouble de comportement pensons que : le milieu scolaire fait parti de la société et de façon globale nous devons avouer que notre société va mal. Nous n'allons pas avoir la prétention de voir toute une société violente et penser que c'est à l'école qu'on aura un milieu sain. Parce que la violence est toujours dans la rue, les lieux de service, les familles et les médias. Si nous observons même le contexte actuel du Cameroun, nous verrons qu'il y a des conflits qui incitent cette violence au quotidien. Pour nous ce n'est pas les enfants le problème. Le problème majeur c'est la société toute entière. Et quand je parle de la société, ce sont les parents que je cible. Parce que les enfants naissent tous comme des vases vides. Ils n'ont que des prédispositions sur le plan génétique. Ensuite leur environnement de vie tend à conditionner leur perception du monde. Les paroles positives ou négatives des parents, des frères, des amis, des enseignants à l'école, des leaders religieux et enfin des médias ont tendance à façonner l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. Tout ceci se produit très tôt dans l'enfance. D'où l'importance d'une bonne éducation. Je pense donc que le comportement de nos enfants n'est que le reflet de la société toute entière.

Le manque d'encadrement de la cellule familiale ou de la société en générale sont-elles des mobiles ?

En effet, la famille est le premier maillon de socialisation d'un enfant. Toutes les expériences désagréables et les paroles négatives ont pour effet de dégrader sa perception de la vie. Beaucoup d'enfants ce sont fait appeler par leur comportement. Dire à un enfant qu'il est bête parce qu'il a fait une bêtise, c'est l'appeler par son comportement. C'est confondre l'identité avec un événement. Les moqueries, les insultes, les traumatismes, les frustrations, les complexes ont tendance à dégrader l'estime personnelle. Si vous tombez sur des parents irresponsables qui ne savent pas vous nourrir des paroles d'encouragements, de louanges, d'appréciations et d'amour...vous grandissez avec un guide émotionnel qui vous conduira à devenir rebelle envers la société. Il est important de comprendre que chaque être humain possède un compte émotionnel. Chaque geste d'amour, chaque parole positive crédite ce compte émotionnel que nous avons tous au-dedans de nous. Chaque critique, chaque geste de haine ou d'indifférence débite le compte émotionnel de celui qui le subit. Ce qui engendre des sociétés remplies de haine, d'insécurité, de peur, et de ressentiment.

Sur le plan conjugal par exemple, nous retrouvons des situations conflictuelles. Soit c'est actif (violences verbales) ou alors c'est passif (silence). Et c'est dans ces conditions que nous éduquons nos enfants. L'enfant pour grandir a besoin de la nourriture physique et de la nourriture mentale qui va lui permettre d'affronter les difficultés de la vie. De même sur le plan administratif. Vous êtes un responsable ou un décideur et vous passez le temps à frustrer en permanence vos collaborateurs. Financièrement, les salaires ne suivent pas. Cela a un impact négatif dans leur mental. Parce que le parent commence à réfléchir sur comment payer le loyer, les factures, comment envoyer les enfants à l'école. Lorsque vous frustrez vos employés ils sont dans un état de mal-être. Ils transportent ce mal-être à la maison et le déverse sur leurs conjoints et enfants. Par conséquent, ils n'ont pas le temps encore moins la bonne manière pour transmettre de bonnes valeurs à leurs enfants. Et c'est de cette manière que ce mal-être se transporte à l'extérieur.



Le cinéma et les nouvelles technologies ne sont-ils pas des facteurs qui contribuent à la transition du phénomène de mal en pire ?

C'est dans ce sens que j'abonde. Voyez-vous lorsque les parents sont absents, absorber par leurs propres problèmes (conjugale, familial ou professionnel), l'enfant se retrouve seul, abandonner à lui-même. Et lorsqu'ils sont présents, victimes des frustrations, ils transmettent de la négativité (vol, mensonge, tromperies, secte...) à leurs enfants. Tout ce qui est source de mal-être est néfaste pour la santé mentale. Amenant les individus à développer les troubles de comportements. Sur les réseaux sociaux par exemple, on retrouve des discours malveillants, la diffusion des images toxiques où on décapite les gens, où on montre comment les Hommes se livrent à une sexualité bestiale. L'enfant ne va reproduire que ce qu'il a vu, entendu et appris. C'est pourquoi il y a les films déconseillé au moins de... parce qu'on sait que l'enfant absorbe et il va reproduire. De ce fait, j'interpelle les médias de commencer à vulgariser la positivité. Si jusqu'à présent notre pays est toujours debout, c'est parce qu'il y a encore des personnes positives qui œuvrent, travaillent et ces personnes ne sont pas valorisées. Il faudrait aussi qu'on commence à valoriser nos acquis.

Que faut-il faire pour réduire la consommation de la drogue et des stupéfiants ?

Généralement on consomme les stupéfiants pour plusieurs raisons. Pour être bien, pour se sentir mieux ou par effet de mode. Vous convenez avec moi qu'en dessous de ce que je viens de citer il y a un mal-être. A par le phénomène de mode, où c'est généralement un problème facile à gérer dans la prise en charge. Le plus difficile c'est quand il s'agit du mal-être. Les frustrations, les conflits, le stress, les abus sexuels, les traumatismes... peuvent être à l'origine de cette consommation abusive. La solution pratique et simple que je propose c'est l'amour, la bonne communication et la bonne interaction. Pour que si l'enfant rencontre un problème, il doit pouvoir se confier à son parent. Il faut que les parents apprennent à communiquer avec leurs enfants et ça commence dès le bas âge.

Face à ce phénomène que vous venez de décrire, quelle sont les solutions que vous proposez ?

La solution elle est sociale. C'est-à-dire que tout individu doit pouvoir se remettre en question. Quelle est ma part de responsabilité dans ce qui se passe ? Actuellement on a affaire à un trouble du comportement. Et ça fait un boum parce qu'il s'agit des enfants. La violence c'est un trouble du comportement. Le problème majeur avant de voir les individualités, c'est le manque d'amour. L'amour qui n'est pas sexualité mais l'amour dans la bonne interaction, dans la bonne communication. Cet amour qui consiste à être heureux et à rendre l'autre heureux. Mais dans la société actuelle on est égoïste, ce n'est pas le bien-être de l'autre qui m'importe, c'est mon propre bonheur. Par conséquent, on l'aïse les autres et ça crée un état de mal être sur tous les plans. Plaçons donc l'amour au centre de notre existence. Toute la société doit être sensibilisée. Soyons des exemples pour nos enfants. Éduquons-les en leur montrant l'exemple. Les comportements qu'ont voudraient qu'ils adoptent, commençons par les adopter parce que nous sommes leur référence. Actuellement la jeunesse n'a

plus de repères. Tout est banalisé. Si vous interrogez les jeunes maintenant, ils vous diront qu'il n'y a rien de positif au Cameroun. Même beaucoup d'adultes. Il faudrait également créer un environnement de travail sain dans les entreprises et que règne une ambiance positive.

Quel est le rôle de la spiritualité pour l'apaisement de cette situation ?

La spiritualité est importante. Tout ce qui est bon pour la santé mentale, qui booste l'individu et contribue au bien-être. Dans la spiritualité, on retrouve des principes, des règles de vies, des valeurs qui canalisent l'individu. Il tend à aspirer à quelque chose de bon, de positif et de meilleur.

Que dire de la place du psychologue dans notre société aujourd'hui ?







Je pense que, normalement tout parent doit- être un fin psychologue. Mais ce n'est pas ça qu'on observe. Parce que les parents n'ont plus le temps de connaître leurs enfants. Nous sommes focalisés sur les choses extérieures. Comment assurer l'avenir matériel de ses enfants par exemple. En n'oubliant que s'ils sont vides à l'intérieur cela ne servira à rien. La psychologie en ce moment est la chose primordiale. Il est donc important de revenir sur les fondamentaux d'un individu. L'individu a besoin d'être considéré, d'être valoriser, d'être écouter. Il faut lui inculquer des principes, des règles, des valeurs qui feront de lui un être social, actif et productif.

Quel est l'apport de l'Etat ?

L'Etat c'est qui ? L'Etat c'est vous, c'est moi, ce sont les décideurs, les administrations, c'est chacun à son niveau. Si je suis par exemple le Minprof, je sais que la famille a un rôle à jouer. Je m'arrange à faire simplement et correctement ce j'ai affaire dans mes missions. Et ceci est valable pour tout le monde. Et dès qu'il y'a manque, c'est le mal-être qui s'installe. C'est pour cette raison que j'interpelle toute la société à prendre ses responsabilités. Dans les autres sociétés on parle qu'ils sont individualistes mais ils ont mis en œuvre des projets pour l'autre. On parle là d'un élan de solidarité les sans abris.

Interview réalisée par Diane Clara MBECHOU

CALENDRIER DE VACCINATION DE L'ENFANT DE 0 A 23 MOIS

Contacts	Age	Vaccins	Voie d'administration	Maladies évitables
 1er contact	A la naissance	BCG	Intradermique	Tuberculose
		VPO 0	Orale	Poliomyélite
 2ème contact	6 semaines (1mois et demi)	DTC-HépB1-Hib1	Intramusculaire	Diphthérie, Tétanos, Coqueluche, hépatite virale B, les infections à Haemophilus influenzae de type b
		VPO-1	Orale	Poliomyélite
		Pneumo 13-1	Intramusculaire	Les infections à Pneumocoque
		ROTA 1	Orale	Diarrhées à Rotavirus
 3ème contact	10 semaines (2mois et demi)	DTC-HépB2-Hib 2	Intramusculaire	Diphthérie, Tétanos, Coqueluche, hépatite virale B, les infections à Haemophilus influenzae de type b
		VPO 2	Orale	Poliomyélite
		Pneumo13-2 ROTA 2	Intramusculaire Orale	Les infections à Pneumocoque Diarrhées à Rotavirus
 4ème contact	14 semaines (3mois et demi)	DTC-HépB3-Hib 3	Intramusculaire	Diphthérie, Tétanos, Coqueluche, hépatite virale B, les infections à Haemophilus influenzae de type b
		VPO 3 VPI	Orale Intramusculaire	Poliomyélite
		Pneum13-3	Intramusculaire	Les infections à Pneumocoque
 5ème contact	* 6, 12 et 18 mois	Vit A	Orale	
	A 9 mois	RR 1	Sous-cutané	Rougeole- Rubéole
		VAA	Sous-cutané	Fièvre jaune
 6ème contact	15 mois	RR 2	Sous-cutané	Rougeole- Rubéole

* Exclusive breastfeeding from 0 to 6 months






CALENDRIER DE VACCINATION DES ADOLESCENTES ET DES FEMMES ENCEINTES

Calendrier de Vaccination des Adolescents

Contacts	Age	Vaccins	Voie d'administration	Maladies évitables
 1er contact	9 ans	Anti-VPH	Intramusculaire	Cancer du col de l'utérus, tumeurs et autres infections associées
	2ème contact	6 mois après le premier contact	Anti-VPH	

Calendrier de vaccination de la femme enceinte

Femme enceinte non vaccinée à l'enfance

Doses	Période d'administration	Durée de protection
Td1 	Au premier contact ou dès que possible pendant la grossesse	Aucune
Td2 	Au moins 4 semaines après le Td1	1 à 3 ans
Td3 	Au moins 6 mois après Td2 ou pendant la grossesse survenue après Td2	Au moins 5 ans
Td4 	Au moins 1 an après Td3 ou pendant la grossesse survenue après Td3	Au moins 10 ans
Td5 	Au moins 1 an après Td4 ou pendant la grossesse survenue après Td4	Toute la vie féconde voire au-delà

Femme enceinte vaccinée à l'enfance

Doses	Période d'administration	Durée de protection
Td1	Au premier contact ou dès que possible pendant la grossesse	Aucune
Td2	Au moins 4 semaines après le Td1	1 à 3 ans
Td3	Au moins 1 an après Td2 ou pendant la grossesse survenue après Td2	Toute la vie féconde voire au-delà

C'est gratuit, efficace et sûr

